

Crédit aux SNF – France • Juillet 2020

Le recours au crédit de trésorerie se modère par rapport aux mois précédents

- Les SNF continuent de recourir fortement au crédit de trésorerie, toujours soutenu par le dispositif des prêts garantis par l'État (PGE), mais la hausse des encours en juillet est inférieure à celle observée les mois précédents (+ 8,6 Mds€, après + 10,5 Mds€ en juin et une moyenne mensuelle de 23,5 Mds€ en mars, avril et mai).
- Le taux de croissance annuel des crédits de trésorerie aux SNF reste élevé : + 32,0% en juillet après + 30,5 % en juin. Le crédit à l'investissement continue de ralentir progressivement (+5,6 %, après + 5,9 % en juin et + 6,2 % en mai), tant pour sa composante immobilier d'entreprise que sa composante équipement.
- Au total, le taux de croissance annuel du crédit aux SNF s'établit à + 12,6 %, après + 12,2 % en juin.

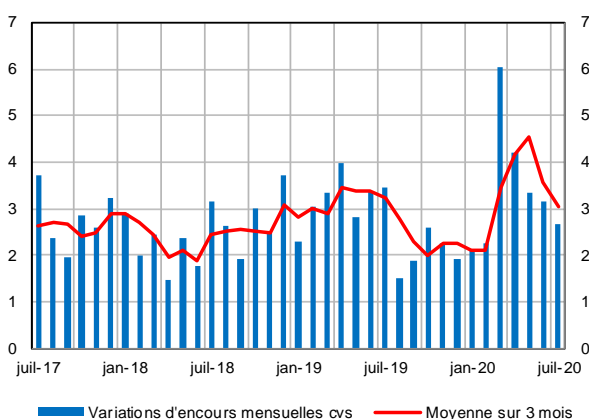
Encours et taux de croissance annuel (données non cvs)

(Encours en milliards d'euros, taux de croissance en %)

	Encours brut	Taux de croissance annuel brut		
	juillet-20	mai-20	juin-20	juillet-20
Total	1 186	11,6	12,2	12,6
Investissement	790	6,2	5,9	5,6
Équipement	488	7,8	7,7	7,4
Immobilier	302	3,7	3,2	2,8
Trésorerie	326	27,2	30,5	32,0
Autres	70	15,6	15,7	20,1

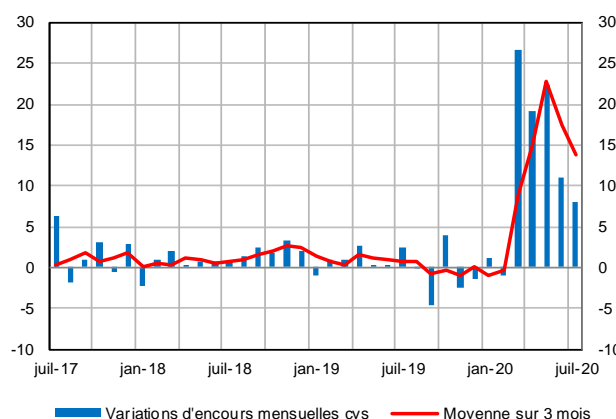
Variations d'encours mensuelles de crédits à l'équipement (données cvs-cjo *)

(Variations d'encours en milliards d'euros)



Variations d'encours mensuelles de crédits de trésorerie (données cvs-cjo *)

(Variations d'encours en milliards d'euros)



* Les flux nets mensuels cvs-cjo des autres crédits aux SNF ont été répartis entre investissements et trésorerie au prorata de leurs encours

Source et réalisation : BANQUE DE FRANCE – DIRECTION GÉNÉRALE DES STATISTIQUES, DES ÉTUDES ET DE L'INTERNATIONAL



Complément

Les sociétés non financières comprennent toutes les entreprises ayant pour activité principale la production marchande de biens et services non financiers, à l'exclusion des entrepreneurs individuels. Les taux de croissance annuel sont calculés en corrigeant notamment les variations d'encours des effets de titrisation et des passages en perte de créances irrécouvrables ainsi que changements de population (à titre d'illustration un reclassement d'une contrepartie du secteur des entreprises vers celui des administrations publiques). En revanche, les effets des variations des cours de change ne sont pas corrigés dans ces données en contrevaletur euros, en particulier parce qu'on ne sait pas dans quelle mesure l'endettement en devises des entreprises est couvert en change.

